

Etablissement support
Filière : PHarmacie Dispositifs Médicaux

Décembre 2020

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

PHDM 21-001

APPEL D'OFFRES OUVERT

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
SANS MINIMUM NI MAXIMUM

**FOURNITURE DE DESINFECTANTS & DE
PRODUITS HYDRO-ALCOOLIQUES POUR
LES MAINS**

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES
12 Février 2021 À 12H00

SOMMAIRE

PAGES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 : CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES).....	4
ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 4 : DÉCOMPOSITION EN LOTS.....	4
ARTICLE 5 : NATURE DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 6 : DURÉE DE L'ACCORD CADRE.....	5
ARTICLE 7 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	5
ARTICLE 8 : REDACTION EN LANGUE FRANCAISE.....	5
ARTICLE 9 : VARIANTES (SOLUTION ALTERNATIVE ET/OU OPTIONS).....	6
ARTICLE 10 : SPECIMENS et ECHANTILLONS POUR ESSAIS.....	6
ARTICLE 11 : DATE LIMITE D'OBTENTION DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	7
ARTICLE 12 : COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE	7
ARTICLE 13 : contenu du dossier de consultation.....	8
ARTICLE 14 : Modification du Dossier de Consultation des Entreprises	8
ARTICLE 15 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES	8
ARTICLE 16 : PRÉSENTATION DES OFFRES.....	13
ARTICLE 17 : ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À L'EXAMEN DES OFFRES	14
ARTICLE 18 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	15
ARTICLE 19 : OUVERTURE DE L'ENVELOPPE	17
ARTICLE 20 : EXAMEN DES CANDIDATURES.....	17
ARTICLE 21 : CRITERES DE CHOIX DES OFFRES.....	17
ARTICLE 22 : NEGOCIATION	18
ARTICLE 23 : ATTRIBUTION	18
ARTICLE 24 : COMMUNICATION DES RÉSULTATS.....	19
ARTICLE 25 : DISPOSITIONS D'INTERET GENERAL	19
ARTICLE 26 : DELAI ANTERIEUR A LA CONCLUSION DU MARCHE.....	19
ARTICLE 27 : AVIS D'ATTRIBUTION	19
ARTICLE 28 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	19
ARTICLE 29 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS	20

ANNEXE - NOTICE D'UTILISATION DU CATALOGUE CERBERE

ANNEXE 1 : FICHE RENSEIGNEMENTS FOURNISSEUR

ANNEXE 2 : FICHE PRESTATIONS FOURNISSEUR DM

INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs, le pouvoir adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des candidats pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait que l'identification permet d'être informés automatiquement des informations ou précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation. Dans le cas contraire, il appartiendra aux candidats de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, assure la passation des marchés publics pour le compte des établissements suivants :

- Centre Hospitalier de Château du Loir
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Centre Hospitalier du Mans (établissement support du GHT de la Sarthe)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Établissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Hospitalier Gériatrique Nord Sarthe (PHGNS)
[CH de Beaumont sur Sarthe, CH de Bonnétable et CH de Sillé Le Guillaume]
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour les établissements suivants :

- **Centre Hospitalier du Mans**
194 avenue Rubillard
72037 LE MANS Cedex 9
- **Centre Hospitalier de La Ferté Bernard**
53 avenue Pierre Brulé
72400 LA FERTÉ BERNARD
- **Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)**
La Chasse du Point du Jour - CS 10129
LE BAILLEUL - 72205 LA FLÈCHE CEDEX
- **Centre Hospitalier de Saint Calais**
2 rue de la Perrine
72120 SAINT CALAIS
- **Centre Hospitalier de Château du Loir**
5 Allée Saint Martin - CS9002
72500 MONTVAL SUR LOIR

- **Centre Hospitalier du Lude à compter du 01/04/2022**
Chemin des bichousières
72800 LE LUDE
- **Centre Hospitalier de Bonnétable**
30, rue de Horncastle
72110 BONNETABLE
- **Centre Hospitalier de Beaumont Sur Sarthe**
97, rue de l'Airel - BP 60
72170 BEAUMONT SUR SARTHE
- **Centre Hospitalier de Sillé-le Guillaume**
1, rue Alexandre Moreau
72140 SILLE LE GUILLAUME
- **EPSM (Etablissement Public de Santé Mentale) de la Sarthe à compter du 01/01/2023**
20 Avenue du 19 Mars 1962
72700 Allonnes
- **EHPAD de Besse sur Braye**
40 Rue Pasteur
72310 Bessé-sur-Braye

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la **FOURNITURE DE DESINFECTANTS & DE PRODUITS HYDRO-ALCOOLIQUES POUR LES MAINS**.

ARTICLE 2 : CLASSIFICATION CPV (VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHES)

33140000-3 Consommables médicaux

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE LA CONSULTATION

La consultation est organisée dans le cadre d'une procédure formalisée conformément aux dispositions de l'article R.2124-1 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un **appel d'offres ouvert**, articles R2124-2 et articles R2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DÉCOMPOSITION EN LOTS

La présente consultation est divisée en **5 lots**. La liste des lots est indiquée dans le **catalogue des besoins** (annexe du CCTP).

Les candidats peuvent répondre à la consultation pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

Chaque lot sera traité séparément et en fonction des critères d'attribution mentionnés dans le présent document.

L'attribution sera faite par lots complets.

ARTICLE 5 : NATURE DE L'ACCORD CADRE

La consultation est un accord-cadre régi par les articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Compte tenu du caractère imprévisible des dépenses/quantités, le marché sera un **accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum** au sens des articles R2162-4, R2162-13 et R2162.14 du Code de la commande publique. L'accord-cadre est un mono attributaire conformément à l'article R2162-9 du Code de la commande publique.

Les quantités annuelles indicatives sont précisées sur le document « *Catalogue des besoins* » annexé au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 6 : DURÉE DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre sera conclu pour une période **à compter du 01/04/2021**, ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure, et ce, **jusqu'au 31/03/2022**.

Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, cet accord cadre fera l'objet d'une tacite reconduction d'année en année pour **une durée de l'accord cadre maximum de 4 années**. Le titulaire ne peut la refuser.

Au cas où le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, déciderait de ne pas reconduire le marché, il l'exprimerait par écrit **deux mois au moins** avant chaque échéance.

Le titulaire de l'accord cadre ne pourra refuser la reconduction.

La date limite d'effet de l'accord cadre pourra donc être le **31/03/2025**.

Pour l'EPSM (Etablissement Public de Santé Mentale) de la Sarthe, le marché débutera à compter du 01/01/2023.

Pour le CH du Lude, le marché débutera à compter du 01/04/2022.

ARTICLE 7 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé **à 6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8 : REDACTION EN LANGUE FRANCAISE

Conformément à l'article 2 de la Loi n° 94/665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, les candidats sont invités à rédiger leurs offres entièrement en langue française.

Ces dispositions valent notamment pour les documents commerciaux et techniques destinés à l'information des établissements du GHT 72.

Une traduction en français des documents joints à la candidature et à l'offre, s'ils sont rédigés dans une autre langue que française, sera fournie, conformément à l'article R2143-16 du Code de la commande publique.

ARTICLE 9 : VARIANTES (SOLUTION ALTERNATIVE ET/OU OPTIONS)

Pour chaque lot, les soumissionnaires sont avisés qu'ils doivent répondre obligatoirement à l'offre de base.

9.1 VARIANTE (SOLUTION ALTERNATIVE) A L'INITIATIVE DU SOUSMISSIONNAIRE

Des variantes peuvent être présentées avec l'offre de base sous réserve qu'elles soient conformes au descriptif du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Elles devront être rédigées de manière distincte à l'offre de base.

La proposition sera obligatoirement accompagnée d'un descriptif permettant une comparaison aisée avec l'offre de base.

9.2 VARIANTE (SOLUTION ALTERNATIVE) A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'exige aucune variante (solution alternative).

9.3 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Le pouvoir adjudicateur n'exige aucune PSE (prestation supplémentaire éventuelle).

ARTICLE 10 : SPECIMENS et ECHANTILLONS POUR ESSAIS

SPECIMENS

Les spécimens exigés sont définis dans le [catalogue des besoins](#) annexé au Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP).

Ils devront être adressés à la date de remise des offres indiquée en page de garde à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER LE MANS
SERVICE PHARMACIE
À l'attention de Lucie GODREAU - Pharmacien
**SPECIMENS – AO : « FOURNITURE DE DESINFECTANTS & DE PRODUITS HYDRO-
ALCOOLQUES POUR LES MAINS »**
194 Avenue Rubillard (entrée rue de Degré si livraison)
72037 LE MANS CÉDEX 9

Le spécimen est un exemplaire identique des produits proposés dans l'offre du candidat qui servira de base et de repère pour la durée du marché.

Le colis contenant les spécimens portera l'indication de la consultation auquel il se rapporte. Il devra être présenté dans des conditions identiques à celles d'une livraison réglementaire.

Il devra être accompagné d'un bordereau de livraison qui mentionnera le libellé des fournitures, la quantité et la référence précise du (ou des) article(s), ainsi que la mention **"SPECIMENS"** de la consultation « Fourniture de dispositifs médicaux consommables pour abord parentéral, chirurgical général, orl, biopsie, drainage & divers ». **Ils seront clairement identifiés pour faciliter le contrôle.**

Les spécimens fournis par les candidats ne pourront pas être facturés au Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

ECHANTILLONS

Les candidats **peuvent être amenés à fournir** des échantillons afin de permettre la réalisation d'essais. Le pharmacien en fera la demande si cela est nécessaire.

Les candidats doivent donc se préparer à cette éventualité et satisfaire la demande dans les huit jours maximums. Un refus du candidat ou un retard l'exposerait au rejet de son offre.
Seuls les produits jugés conformes au descriptif du lot pourront faire l'objet de tests.

Ceux-ci devront être adressés à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER LE MANS
SERVICE PHARMACIE
À l'attention de Lucie GODREAU - Pharmacien
ECHANTILLONS – AO : « FOURNITURE DE DESINFECTANTS & DE PRODUITS HYDRO-ALCOOLQUES POUR LES MAINS »
194 Avenue Rubillard (entrée rue de Degré si livraison)
72037 LE MANS CÉDEX 9

Le colis contenant les échantillons portera l'indication de la consultation auquel il se rapporte. Il devra être présenté dans des conditions identiques à celles d'une livraison réglementaire.

Il devra être accompagné d'un bordereau de livraison qui mentionnera le libellé des fournitures, la quantité et la référence précise du (ou des) article(s), ainsi que la mention **"ECHANTILLONS"** de la consultation « fourniture de désinfectants & de produits hydro-alcooliques pour les mains ». **Ils seront clairement identifiés pour faciliter le contrôle.**

Les échantillons fournis par les candidats ne pourront pas être facturés au Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

ARTICLE 11 : DATE LIMITE D'OBTENTION DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-6 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires pourront poser des questions sous forme écrite concernant le dossier de consultation, la date limite d'obtention de renseignements complémentaires est fixée à **10 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les réponses se feront sous forme écrites et seront portées à la connaissance des soumissionnaires, **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les échanges se feront uniquement par l'intermédiaire du profil d'acheteur PLACE, à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.gouv.fr .

ARTICLE 12 : COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par voie électronique. A cette fin, l'opérateur économique mentionnera de manière précise une adresse mail de référence sur la plateforme PLACE et dans ses pièces de candidature (DC1-DC2 ou DUME).

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur mentionné en introduction.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

ARTICLE 13 : contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation, et ses annexes :
 - Annexe Notice Cerbère
 - Annexe 1 Renseignements Fournisseur,
 - Annexe 2 Prestations Fournisseur DM,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et son annexe A :
 - Annexe A – Coordonnées des Etablissements membres du GHT 72
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes
 - Le catalogue des besoins par établissement,
 - Le catalogue des besoins,
 - Le fichier « cmp »
- L'annexe financière,
- L'acte d'engagement (ATTRI 1)
- Les imprimés DC1 et DC2 ou attestations sur l'honneur ou DUME.

ARTICLE 14 : Modification du Dossier de Consultation des Entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être envoyées au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 15 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

Le candidat présentera sa candidature :

SOIT :

A) Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, les documents suivants sont demandés à tous les candidats à l'appui de leur candidature :

1°) Une lettre de candidature (Imprimé DC1) dûment complétée par la personne habilitée à engager l'accord cadre, avec au besoin, les documents relatifs aux **pouvoirs** de la personne habilitée à engager le candidat. En cas de groupement, la lettre sera complétée par la personne habilitée à engager le candidat mandataire et complétée par chaque membre du groupement (habilitation du mandataire) ;

2°) Une déclaration sur l'honneur (Imprimés DC1 et DC2 - déclaration de candidature) justifiant que le candidat, et chaque membre du groupement (si candidature en groupement), n'entrent dans aucun des cas mentionnés conformément au Code de la Commande Publique, c'est à dire :

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une **condamnation définitive** pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du Code Pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du Code Général des Impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
- b) avoir souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale, ou avoir acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent b) n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, conclu un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes, à condition qu'elles respectent cet accord ; Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

c) Liquidation et redressement judiciaires

- 1. ne pas faire l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du Code de Commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- 2. ne pas faire l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;
- 3. ne pas faire l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de Commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger, qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ;

Le candidat fournit un extrait du registre (extrait K-bis daté de moins de 3 mois, extrait D1 ou document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine du candidat) permettant de vérifier l'absence de cas d'exclusion.

Lorsqu'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire a été ouverte, le candidat produit la copie des décisions de justice prononcées dans le cadre de cette procédure.

NB : Les entreprises admises à la procédure de redressement ne peuvent être exclues, pour ce motif, de la procédure de passation des marchés dès lors qu'elles bénéficient d'un **plan de redressement**, conformément aux dispositions de l'Ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020.

d) Lutte contre le travail illégal

- 1. ne pas avoir été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-

2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du Code Pénal ;

2. ne pas avoir été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du Code Pénal ou ne pas être une personne physique condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics.
 3. sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent 4° b s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.
- e) **La liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient** et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2,3 et 11 du code du travail. En application de l'article D8254-2 du même code. Celle liste mentionne, pour chaque salarié y figurant : la date d'embauche, la nationalité de l'intéressé, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- f) Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1, L 1142-1 et L 1142-2 du Code du Travail ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne, concernant **l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**.
- g) Qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi de personnes handicapées (article 29 de la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées).
- h) Ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du Code du Travail.

De plus, le pouvoir adjudicateur pourra exclure de la procédure de passation de marché public :

- i) Les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur ;
- j) Les candidats qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- k) Les candidats qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;
- l) Les candidats à l'égard desquels l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;

- m) Les candidats qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

S'il le souhaite et à sa seule convenance, mais aussi dans un souci d'efficacité ultérieure, le candidat peut fournir directement les certificats fiscaux et sociaux (attestations fiscale et de « vigilance ») au lieu des points b) et d) de la déclaration sur l'honneur, manifestant de sa conformité de moins d'un an pour l'attestation fiscale et de moins de 6 mois pour l'attestation vigilance, un extrait K-BIS de moins de 3 mois et une attestation AGEFIPH.

Beaucoup de ces informations peuvent être mentionnées sur les imprimés « lettre de candidature » (imprimé DC1) et « Déclaration du candidat » (imprimé DC2).

(*) Ces imprimés : DC1 et DC2 peuvent être téléchargés sur le site suivant :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>


SOIT :


- B)** Le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), conformément aux dispositions de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique.
L'objectif de ce document est de contribuer à la démarche de simplification des dossiers de candidature ; il consiste en « une déclaration officielle par laquelle l'opérateur économique affirme que les motifs d'exclusion concernés ne s'appliquent pas à lui, que les critères de sélection concernés sont remplis et qu'il fournira les informations pertinentes requises par le pouvoir adjudicateur », à sa demande ».


Un soumissionnaire peut être exclu de la procédure de passation d'un accord cadre ou faire l'objet de poursuites s'il s'est rendu coupable de fausses déclarations en remplissant le DUME, ou s'il a caché ces informations ou n'a pas présenté les justificatifs les complétant.

Le **DUME, rédigé en français par les candidats**, peut être transmis avec la candidature en version électronique :

- **Version électronique**

Depuis la plateforme PLACE, sur la consultation souhaitée, le logo « DUME »  apparaît.

Cliquer sur  dans la colonne « Actions » afin de télécharger le DCE ou de répondre à une consultation.

Depuis la page de consultation, cliquer sur l'onglet « Dépôt »  pour candidater et déposer votre offre.

Cliquer ensuite sur « Candidature avec un DUME (Document Unique de Marché Européen) ».

A - Pour accéder au DUME préparé par le Centre Hospitalier du Mans, cliquer sur « Renseigner mon DUME en ligne » puis sur « Compléter avec un DUME ».

Le DUME s'affichera, il sera composé de 4 onglets. Vous devez compléter chacun de ces onglets :

1. Informations sur la procédure : cet onglet est pré-rempli par PLACE. Vous devez renseigner la partie « Informations concernant l'opérateur économique ».
2. Motifs d'exclusion : cet onglet est pré-rempli, vous devez uniquement vérifier et compléter cette partie (sans indiquer les cas d'exclusion).
3. Critères de sélection de la candidature : vous devez vérifier et compléter cette partie.
4. Finalisation : à compléter uniquement pour les procédures restreintes.

Une fois ces 4 étapes effectuées, vous devez valider et enregistrer votre DUME, puis cliquer sur le bouton « Retour » en bas de la page pour passer à l'étape de dépôt de votre offre. Vous pouvez enregistrer une copie de votre DUME en cliquant sur l'icône « Options avancées ».

NB : vous pouvez enregistrer votre DUME au statut « brouillon » afin de le préparer avant la date de remise des plis.

En cas de groupement et/ou avec des sous-traitants :

- Seul le mandataire dépose l'offre et peut compléter son DUME en ligne sur PLACE.
- Les autres membres du groupement et/ou les sous-traitants peuvent compléter un DUME sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> puis l'extraire afin que le mandataire l'ajoute en pièce libre dans votre réponse dans PLACE.

Ou

B - Si vous avez complété votre DUME sur le site du service national DUME <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> , vous pouvez le joindre en pièce libre en cliquant sur « Fournir mon DUME en pièce libre (au format XML) ».

Le Centre Hospitalier du Mans pourra, à tout moment de la procédure - avant d'attribuer Le marché / l'accord cadre - demander aux candidats de son choix de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis.

ET :

C) Capacités du candidat

Documents et renseignements demandés conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :

Afin d'apprécier les capacités techniques, financières et professionnelles des candidats, le Centre Hospitalier du Mans souhaite que lui soient transmises les informations suivantes :

- **Le chiffre d'affaires global** et, si possible, le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services objets de l'accord cadre, réalisé au cours des trois derniers exercices ;
-Jusqu'au 31 décembre 2023, lorsque la capacité économique et financière des opérateurs économiques nécessaire à l'exécution du marché est appréciée au regard du chiffre d'affaires, l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid 19, conformément aux dispositions de l'Ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020
- La preuve d'**une assurance des risques professionnels pertinents** ou déclarations appropriés de banques ;
- La liste des **principales fournitures ou principaux services** effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé à propos de l'objet précis de l'accord cadre ;
- **Le savoir-faire environnemental** (charte de l'entreprise, objectifs cibles, moyens humains et matériels dédiés dans le domaine, formation du personnel).
- Au besoin, les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

En application des articles R2144-1 et R2144-2 du code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Centre Hospitalier du Mans constate que des pièces dont la production était réclamée ci-dessus [soit A), soit B), et C)] sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai **de 4 jours francs**.

ARTICLE 16 : PRÉSENTATION DES OFFRES

Les documents suivants sont demandés aux candidats :

- 1. UN ACTE D'ENGAGEMENT** (Imprimé ATTR11), dûment rempli, revêtu du cachet du candidat et signé par lui-même **devra être fourni par l'attributaire de l'accord cadre**.
Ce document peut d'ores et déjà être fourni par les candidats avec leur offre.

La **signature de l'acte d'engagement** sera faite par une personne dûment habilitée à cet effet par le candidat de l'accord cadre. Celui-ci apportera donc toutes les informations utiles permettant de vérifier l'habilitation.

L'acte d'engagement comporte les principales **données administratives avec renvoi à l'annexe financières** de l'offre de base ou de la (ou des) variante(s).

Le candidat devra indiquer sur l'acte d'engagement s'il renonce ou non à l'avance prévue dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

2. LE TABLEAU DE PRIX

L'accord cadre sera conclu en Euros.

Dans la mesure du possible, le Centre Hospitalier du Mans souhaite que le candidat transmette son offre de prix via le fichier .cmp émanant du logiciel CERBÈRE® permettant de répondre par HELIOS.

Une notice d'utilisation du catalogue CERBÈRE® est jointe en ANNEXE du présent document.)

Dans le cas où le candidat serait dans l'incapacité de transmettre son offre via HELIOS au format .cry, il devra impérativement faire son offre de prix sur le fichier Excel « Annexe financière » annexé.

Le candidat devra impérativement indiquer dans un courrier joint à son offre ou sur **l'annexe financière** au format Excel, le **% de remise sur les produits du catalogue** dans la même catégorie du lot. Le candidat transmettra dans son offre le catalogue des produits.

Le candidat devra également indiquer, dans un courrier joint à son offre ou sur **l'annexe financière** au format Excel, le **% de remise de fin d'année** qui est calculé soit en fonction du chiffre d'affaire, soit en fonction du nombre de commande annuelle.

3. LE DELAI DE LIVRAISON

Les candidats mentionneront impérativement, dans leur offre, le **délai de livraison maximum des produits qu'ils observeront** à compter de la date de réception du bon de commande (cf. **annexe 2 du présent document**). Ce délai sera opposé au titulaire de l'accord cadre en cas de retard de livraison conformément à l'article 14 du CCAG FCS et pourra faire l'objet de pénalités en cas de non-respect.

ARTICLE 17 : ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À L'EXAMEN DES OFFRES

DOSSIER « PRODUIT »

Les candidats devront impérativement fournir des fiches techniques, obligatoirement rédigées en langue française, pour chaque article proposé.

Ces fiches indiqueront :

- La dénomination commerciale,
- Les références,
- Les données réglementaires (déclaration de conformité CE...),
- Le descriptif et la composition du produit (principes actifs, excipients, matériaux constitutifs, spécifications du produit fini, référence aux normes utilisées),
- Présentations disponibles : unitaire, conditionnements ville et/ou hospitaliers, taille des boîtes permettant d'analyser la faisabilité d'intégration dans l'automate de dispensation globale,
- Présence et localisation de code à barres ou Datamatrix ou autre système d'identification électronique,
- La nature des contrôles réalisés sur les matières premières et/ou les produits finis,
- Le procédé de stérilisation s'il y a lieu,
- La péremption,
- La notice d'utilisation,
- Les indications thérapeutiques,
- Les contre-indications en particulier dans certaines situations physiopathologiques,
- Les études cliniques (protocoles, résultats),
- Les études technico-économiques (protocoles, résultats),
- Les études de toxicité et de tolérance,
- La liste de la bibliographie disponible

En complément de l'offre il est demandé au candidat de remettre : Les caractéristiques logistiques complètes du produit livré :

- Modes de conditionnement et d'emballage pour les produits proposés,
- Nombre d'unités auquel ils correspondent (exemple : 1 palette = x cartons = y boîtes = z unités),
- Dimensions et poids de chacune des unités logistiques livrées : unité, boîte, carton, palette.

Le modèle de fiche de type « Dossier dispositif médical EUROPHARMAT » (validé par la Commission Technique EURO PHARMAT incluant pharmaciens d'établissements de soins et industriels du dispositif médical et par le SNITEM) est recommandé et disponible sur le site <http://www.euro-pharmat.com> (actualité domaine médical/dossier information DM).

Lorsque les fiches techniques sont à jour et disponibles en ligne sur le site EUROPHARMAT, leur envoi est facultatif.

DOSSIER « FOURNISSEUR »

Les candidats devront accompagner leur proposition d'un dossier comportant :

- **L'annexe 1** du présent document- fiche de « renseignements fournisseur » dûment complétée
- **L'annexe 2** du présent document – fiche « Prestations Fournisseur DM » nécessaire pour l'analyse des offres

Toute offre non conforme aux dispositions précédentes (dossier produit, dossier fournisseur) pourra être exclue de la mise en concurrence des marchés et de l'étude contradictoire des prix, l'offre sera donc déclarée irrégulière. Les fournisseurs pourront annexer à leur offre tout élément d'information complémentaire permettant de faciliter l'analyse des offres.

ARTICLE 18 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article R2132-3 du code de la commande publique, les candidats adresseront leur offre uniquement par transmission électronique et exclusivement sur le site suivant :

www.marches-publics.gouv.fr

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple : courriel) ne sera acceptée. L'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont aux frais du candidat.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format (cf. paragraphe « catégories de certificat de signature électronique » ci-dessous). La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Un guide d'utilisation et des films d'autoformation sont mis à disposition dans la rubrique « Aide » à l'adresse : <https://marches-publics.gouv.fr>

▪ Formats des documents :

La liste des formats de fichiers acceptés par le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pub),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg),
- Internet (exemple d'extension : .htm)
- CERBÈRE® (.cmp)

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml.

Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

▪ Certificat de signature électronique :

Vous devez signer électroniquement votre réponse (au dépôt de l'offre ou à l'attribution) à l'aide d'un certificat de signature électronique. Il permet l'authentification de la signature du représentant de l'entreprise, signataire de l'offre.

▪ Catégories de certificat de signature électronique :

Tous les documents transmis par voie électronique sont signés individuellement par le soumissionnaire au moyen d'un certificat de signature électronique. Il garantit l'identification du candidat.

- Si vous ne disposez pas de certificat, il vous faut acheter une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié au règlement eIDAS. Vous pouvez acheter votre certificat auprès de prestataires listés : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>
- Si vous possédez un certificat RGS, utilisez-le le temps de vous équiper d'un certificat eIDAS.

Le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, souhaite attirer l'attention du soumissionnaire :

1. sur le délai administratif demandé par les organismes de certifications pour la délivrance des certificats de signature électronique. Il convient donc d'anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des offres,
2. un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

▪ **Horodatage**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

▪ **Antivirus**

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

▪ **Copie de sauvegarde**

Conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

A -

I. - Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde doit être adressée à :

CENTRE HOSPITALIER DU MANS
Cellule Centrale des Marchés
(Direction des Achats – Pavillon Froullay)
194 avenue Rubillard
72037 Le Mans Cedex 9

II. - La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

III. - Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

B -

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 du présent arrêté, elle est détruite.

Dans le cas de plusieurs dépôts de plis successifs, seul et uniquement le dernier pli déposé, et dans le délai fixé par la remise des offres, sera pris en compte conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du Code de la Commande publique.

Les sociétés peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot, juridiquement indépendant des autres lots, ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit être sans ambiguïté. Le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72 devra donc pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis.

Une fois le délai de réception passé, le candidat ne pourra en aucun cas retirer ou modifier son offre.

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

ARTICLE 19 : OUVERTURE DE L'ENVELOPPE

Conformément aux dispositions de l'article R2151-1 du Code de la commande publique, le Centre Hospitalier du Mans ouvre l'enveloppe relative aux candidatures et aux offres. Il en enregistre le contenu.

Conformément aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique, dans le cas où une (ou plusieurs) offre(s) est (sont) irrégulière(s), mais sans qu'elle(s) soi(en)t anormalement basse(s), le Centre Hospitalier du Mans peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai **de 5 jours**.

ARTICLE 20 : EXAMEN DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R 2144-1 et suivants du Code de la Commande Publique, soit, en tenant compte des garanties, capacités professionnelles, techniques et financières qu'elles présentent. Il n'est pas requis de niveau minimum concernant les capacités économiques et financières.

Les capacités techniques et professionnelles seront examinées selon l'aptitude à exécuter le marché dans le domaine d'activité correspondant au marché.

ARTICLE 21 : CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article R2152-1 du Code de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans élimine les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Pour tous les lots, conformément aux dispositions de l'article R2152-7 du Code de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans choisit l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères suivants :

CRITÈRE N°1 - LA VALEUR TECHNIQUE

PONDÉRATION : 60%

- Intérêt thérapeutique et technique**

55%

La qualité intrinsèque du produit jugée sur l'examen des fiches techniques et des éventuelles évaluations auprès des utilisateurs de l'établissement. Seuls les produits jugés conformes au descriptif du lot pourront faire l'objet de tests.

- **Prestations du fournisseur et performance environnementale** **5%**
sur la base de la qualité des prestations du fournisseur et son engagement ou non dans une démarche environnementale, jugés à partir d'un questionnaire joint au présent règlement de consultation, qui devra être renseigné obligatoirement et retourné avec l'offre.
(Cf. [Annexe 2](#) du présent document).

CRITÈRE N°2 - COÛT D'UTILISATION

PONDÉRATION : 40 %

- Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement et emballage.

Ensemble des coûts des produits nécessaires à la préparation et à l'administration des dispositifs médicaux.

ARTICLE 22 : NEGOCIATION

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, il n'y a pas de négociation possible en Appel d'Offres.

Le Centre Hospitalier du Mans pourra inviter le candidat à préciser le contenu de son offre dans la limite de ce qui est possible en procédure d'appel d'offres ouverts.

L'offre ne pourra pas être négociée.

ARTICLE 23 : ATTRIBUTION

Le marché ne sera définitivement attribué au soumissionnaire retenu qu'à la condition qu'il produise, s'il ne l'a déjà fait, dans un délai de 5 jours francs, à la demande expresse du Centre Hospitalier du Mans, les documents suivants :

- Attestation de régularité fiscale établis pour l'année, et traduisant la situation au 31/12/n-1.
- Attestation de vigilance datant de moins de 6 mois (article L.243-15 du code de la sécurité sociale).
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Pouvoirs en cours de validité : document relatif aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le soumissionnaire
- Une attestation d'assurance en cours de validité couvrant le candidat des différents risques pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché.
- Le cas échéant, lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du/des jugements prononcés.
- Le cas échéant, lorsque le candidat est établi hors de France, les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail.
- Insertion professionnelle des handicapés
Pour les opérateurs employant plus de 20 salariés conformément à l'article L5212-4 du Code du Travail, un certificat de l'association gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH) attestant de la régularité de la situation de

l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L5212-5 du Code du travail. Ou une attestation sur l'honneur indiquant que l'entreprise emploie moins de 20 salariés.

Au-delà de ce délai, le soumissionnaire sera écarté et le marché attribué à celui classé en deuxième position et ainsi de suite.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

ARTICLE 24 : COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Les soumissionnaires sont informés du résultat de l'appel d'offres dès que le Centre Hospitalier du Mans a validé les candidatures et effectué le choix des offres. Le Centre hospitalier avisera les soumissionnaires du rejet de leurs candidatures ou de leurs offres conformément aux dispositions de l'article R2181-3 du Code de la Commande Publique dans la limite du délai de validité des offres fixé à l'article "Délai de validité des offres" du présent document.

ARTICLE 25 : DISPOSITIONS D'INTERET GENERAL

Conformément aux dispositions de l'article R2185-1 de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la présente consultation sans que les soumissionnaires ne puissent demander une quelconque indemnité.

ARTICLE 26 : DELAI ANTERIEUR A LA CONCLUSION DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article R2182-1 du Code de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans respectera un délai d'au moins 11 jours entre la date d'envoi de la notification du rejet des offres et la date de signature du marché par le CH du Mans.

ARTICLE 27 : AVIS D'ATTRIBUTION

Conformément aux dispositions de l'article R2183-1 du Code de la Commande Publique, un avis d'attribution comportant le nom du titulaire retenu et le montant du marché sera publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) et au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 28 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous renseignements complémentaires que le candidat jugera utile d'obtenir, les candidats peuvent **poser leurs questions** pour cette **consultation via la plateforme « www.marches-publics.gouv.fr »**.

Tout candidat est invité à s'identifier sur cette plateforme pour recevoir les échanges sécurisés (dont Questions/Réponses).

ARTICLE 29 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Île Gloriette
44000 Nantes

Tél. 02 40 99 46 00 - fax : 02 40 99 46 58

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours en contestation de validité du contrat pouvant être exercé par les tiers du contrat dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

- Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

DIRECCTE des pays de la Loire

22 mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES CEDEX 1

☎ 02 53 46 79 83 - 📠 02 53 46 79 79

paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

<http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/>
